

**Communiqué de presse**  
Berne, le 12 juin 2026

## **Démographie et critiques à l'égard de l'immigration: finissons-en avec la politique de demi-mesures concernant l'AVS**

**La semaine prochaine, le Parlement se prononcera sur le financement de la 13e rente AVS. Cela risque d'entraîner une augmentation illimitée des impôts et des charges sociales. L'Union suisse des arts et métiers (USAM) rejette ces deux conséquences. Pour garantir la viabilité à long terme de l'AVS, une réforme structurelle s'impose. En effet, l'évolution démographique bouleverse profondément la prévoyance vieillesse. De plus, l'immigration, dont bénéficie l'AVS, est soumise à une pression croissante. Il faut encore exploiter davantage le potentiel de main-d'œuvre nationale. Parmi les mesures nécessaires figure également le prolongement de la vie active au-delà de l'âge actuel de la retraite.**

La tendance est claire: le nombre de personnes actives par retraité ou retraitée ne cesse de diminuer. Ce seul fait justifie à lui seul un relèvement de l'âge de la retraite. Une forte limitation de l'immigration entraînerait en outre une baisse des recettes de l'AVS. Pour cette raison, l'adoption de l'initiative des 10 millions dimanche prochain ne ferait qu'accroître la pression sur l'AVS. Mais même si l'initiative était rejetée, il serait difficile d'ignorer les critiques largement répandues à l'égard d'une immigration massive. Une réforme structurelle de l'AVS devient de plus en plus urgente.

### **De moins en moins de personnes actives financent de plus en plus de retraités**

«Les responsables politiques débattent du financement de la 13<sup>e</sup> rente AVS, mais sans dévoiler le véritable calcul: d'ici 2055, 2,2 personnes actives devront financer ce qui est aujourd'hui pris en charge par trois personnes actives», explique Simon Schnyder, responsable des dossiers de politique sociale.

L'initiative des 10 millions réclame une limitation de l'immigration. Ces dernières années, l'immigration a pourtant largement contribué à stabiliser le contrat entre les générations et à limiter la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. C'est essentiel pour la pérennité de milliers de PME dans notre pays.

**«La question cruciale n'est pas de savoir comment financer certaines prestations à court terme. La question cruciale est de savoir comment la Suisse peut garantir à long terme une main-d'œuvre suffisante et une valeur ajoutée suffisante.»**

Le débat sur l'immigration est légitime et important. Mais il ne faudrait pas se précipiter: «Qui-conque souhaite plafonner la population doit non seulement expliquer d'où proviendra à l'avenir la main d'œuvre qualifiée nécessaire, mais aussi comment l'AVS sera financée», a ainsi déclaré Urs Furrer, directeur de l'Usam. En effet, moins il y a d'immigrés actifs, moins il y a de cotisants, alors que le nombre de retraités augmente.

### **Finies les illusions**

«On ne peut pas à la fois réduire fortement l'immigration, renforcer l'AVS et laisser le système de retraite inchangé. Quelqu'un va devoir payer la note – et ce seront les jeunes et les PME, qui emploient 70% de l'ensemble des personnes actives en Suisse», explique Urs Furrer. Au lieu de débats

ponctuels sur le financement, une réforme en profondeur de l'AVS qui tienne compte des réalités démographiques est donc indispensable. Les mesures nécessaires comprennent une augmentation du taux d'activité dans toutes les tranches d'âge, un allongement de la vie active au-delà de 65 ans et d'autres mesures visant à mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre nationale. «La question cruciale n'est pas de savoir comment financer certaines prestations à court terme. La question cruciale est de savoir comment la Suisse peut garantir à long terme une main-d'œuvre suffisante et une valeur ajoutée suffisante.»

### **Renseignements complémentaires**

**Fabio Regazzi**, président, portable 079 253 12 74

**Urs Furrer**, directeur, portable 079 253 12 74

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.